

quement auprès de l'Union soviétique contre le survol par des avions russes des voies commerciales aériennes près de Terre-Neuve, compte tenu du fait que des vies et des biens seraient gravement en danger à la suite de ces manœuvres militaires au-dessus de ces voies utilisées pour les vols internationaux?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Le gouvernement canadien a présenté des instances en ce sens à l'Union soviétique.

M. David Lewis (York-Sud): Puis-je demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si le Canada ou ses alliés font des manœuvres aériennes au cours desquelles des avions pourraient approcher d'assez près les frontières d'un autre pays, notamment l'Union soviétique?

L'hon. M. Sharp: Je doute fort que les vols nuisent à l'aviation civile internationale, ce qui est le problème dont nous discutons.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Le survol de la côte de Terre-Neuve par des avions soviétiques a-t-il un rapport quelconque avec le voyage que le premier ministre de Terre-Neuve doit faire dans la république populaire de Chine?

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si le gouvernement de l'Union soviétique a répondu à ses protestations, et, si oui, quelle a été la réponse?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, si je me rappelle bien les messages échangés, quand nous avons signalé au gouvernement soviétique que les vols pourraient nuire à la sécurité de l'aviation civile internationale, on nous aurait répondu que les avions survolaient les eaux internationales.

LE MINISTÈRE

WINNIPEG (MAN.)—LA DÉCLARATION PRÊTÉE AU PREMIER MINISTRE

M. Donald MacInnis (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Hier, le premier ministre a exprimé sa confiance dans un système de gouvernement dirigé par un cabinet en déclarant, comme en fait foi la page 9730 du hansard:

... pour ma part, j'ai grande confiance en mes ministres.

Je voudrais demander au premier ministre s'il exprimait cette confiance lorsqu'il s'est écrié devant un auditoire de Winnipeg: «La belle affaire. James Richardson—vous devriez avoir un meilleur homme?»

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai jamais tenu de tels propos.

M. MacInnis: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Dans ce cas, je propose au premier ministre de soulever la question de privilège à propos du *Globe and Mail*.

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Français]

LES FINANCES

ON DEMANDE QUE DES PRÊTS SOIENT CONSENTIS AUX MUNICIPALITÉS

M. Bernard Dumont (Frontenac): Selon le communiqué que nous avons reçu du bureau du premier ministre, ce dernier aurait déclaré aux congressistes de la Fédération canadienne des maires et des municipalités, et je cite:

Nous savons que les programmes et les activités du gouvernement fédéral exercent une influence toujours croissante sur le développement de nos villes ...

Le très honorable premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement du Canada peut consentir aux municipalités des prêts de l'ordre de \$500,000, comme il vient d'en consentir un à l'Algérie aujourd'hui même?

M. l'Orateur: Je crois que la question de l'honorable député pourrait facilement être inscrite au *Feuilleton*.

[Traduction]

LA PÊCHE

L'ÉNONCÉ DE LA POLITIQUE QUANT À L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE EN EAU SALÉE

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Pêcheries. Après avoir annoncé la formation d'une commission consultative pour la pêche en eau salée, le ministre ferait-il connaître à la Chambre, après la réunion de ladite commission qui se tiendra à Saint-Jean le 12 juin, la politique de son ministère quant à l'industrie de la pêche en eau salée?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Je vais certainement étudier cette question, monsieur l'Orateur, mais il faudra attendre évidemment la première réunion que nous aurons avec la Commission le 12 juin.